

BUDGET PRINCIPAL :  
COMPTE DE GESTION, COMPTE ADMINISTRATIF  
ET AFFECTATION DES RESULTATS 2022

Vous trouverez ci-après le rapport relatif au compte administratif, conforme au compte de gestion, et à l'affectation des résultats du budget principal du Département pour 2022.

## RÉSUMÉ

Il s'agit d'examiner la réalisation du budget principal 2022 du Département :

- L'identité entre le compte de gestion et le compte administratif ;
- Le compte administratif qui retrace l'exécution :
  - Des recettes totales pour 500 398 192 € ;
  - Des dépenses totales pour 436 612 715 € ;
- L'affectation du résultat cumulé, excédentaire de 63 781 611 €, à l'exercice suivant.

L'année 2022 a été marquée par une continuité dans la reprise d'activité économique. Dans ce cadre, le Département a joué un rôle majeur en réalisant un volume record d'investissements (60,6 M€), qui a soutenu d'autant l'activité sur le territoire.

## PLAN

### I. IDENTITÉ DES COMPTES DE GESTION ET ADMINISTRATIF

### II. COMPTE ADMINISTRATIF

II.1. Evolution du budget

II.2. Analyse de l'exercice

### III. RÉSULTATS

III.1. Arrêt des résultats

III.2. Affectation des résultats à l'exercice suivant

## I. IDENTITÉ DES COMPTES DE GESTION ET ADMINISTRATIF

L'exécution des dépenses et des recettes réalisées par Madame le Payeur départemental et Monsieur le Président du Conseil Départemental est retracée respectivement dans le compte de gestion et le compte administratif.

Les écritures du compte de gestion et du compte administratif sont identiques.

## II. COMPTE ADMINISTRATIF

### II.1. Evolution du budget du Département

#### Dépenses réelles

Evolution des dépenses réelles réalisées

	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2021-2022
Dépenses de fonctionnement	286,1	288,8	284,2	278,3	289	3,9%
Dépenses d'investissement (hors emprunts revolving)	92,6	95,6	95,1	107,7	110,1	2,2%
Total	378,7	384,4	379,3	386	399,1	3,4%

En valeur absolue, les dépenses réelles, par rapport à 2021, ont augmenté de 10,7 M€ en fonctionnement et augmenté de 2,4 M€ en investissement.

Les 10,7 M€ supplémentaires réalisées en fonctionnement résultent principalement des nouvelles dépenses décidées au niveau national (augmentation du point d'indice dans la rémunération des fonctionnaires, Ségur de la santé pour les revalorisations salariales dans les services d'accompagnement et d'aide à domicile, dans les structures sociales et médico-sociales...) et de l'augmentation des dépenses d'énergie (gaz, électricité, carburant).

En investissement, ces dépenses supplémentaires sont le reflet de la volonté du Département de soutenir l'activité du territoire.

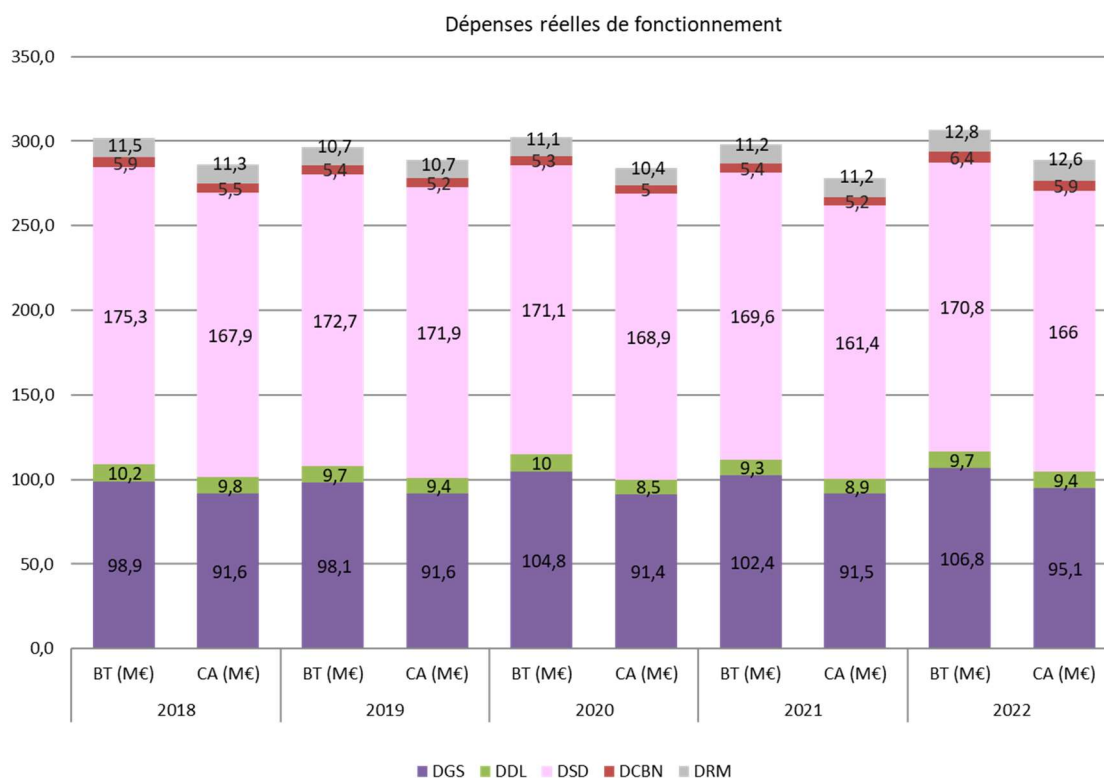
## Dépenses réelles de fonctionnement

Evolution des dépenses réelles de fonctionnement

Année	Budget total (M€)	Réalisé (M€)	
2012	270,0	261,7	97%
2013	276,5	267,4	97%
2014	287,0	275,9	96%
2015	289,3	280,6	97%
2016	302,3	284,2	94%
2017	298,0	286,5	96%
2018	301,9	286,1	95%
2019	296,6	288,8	97%
2020	302,3	284,2	94%
2021	297,9	278,3	93%
2022	306,6	289,0	94%

En fonctionnement, le taux de réalisation global pour 2022 se situe à 94 %, soit légèrement au-dessus de l'exercice précédent.

Les 94% d'exécution sont calculés par rapport au budget total (BT), c'est-à-dire le budget primitif (BP), actualisé par les décisions modificatives (DM).



La hausse de 10,7 M€ de CA 2021 à CA 2022 se décompose ainsi :

- +1,4 M€ DRM
- +0,7 M€ DCBN
- +4,6 M€ DSD
- +0,5 M€ DDL
- +3,6 M€ DGS

Les dépenses liées aux politiques sociales restent les plus importantes avec 166 M€. Leur augmentation de 4,6 M€ par rapport à 2021 s'explique principalement par :

- La réforme de la rémunération des assistants familiaux et la hausse du SMIC : +1 M€ ;
- Les revalorisations salariales dans les établissements sociaux et médico-sociaux (ESMS) : +1,4 M€ ;
- La revalorisation salariale dans les services d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD) en année pleine : +2 M€ ;
- L'augmentation de la prestation compensation handicap (PCH) : +1,6 M€.

Ces augmentations ont été en partie compensées par la baisse de certaines dépenses, notamment l'allocation revenu de solidarité active (RSA : -325 000 €) et l'aide sociale à l'hébergement des personnes âgées (baisse du nombre de bénéficiaires : -660 000 €).

Sur la DRM et la DCBN, les dépenses supplémentaires sont essentiellement dues à la hausse du coût de l'énergie.

Puis viennent les dépenses de la DGS avec 95,1 M€, dont 70,3 M€ pour la DRH.

A noter également une contribution supplémentaire au SDIS de 362 000 € pour faire face à l'augmentation du point d'indice et du coût de l'énergie.

## Dépenses réelles d'investissement

Le taux global de réalisation des dépenses d'investissement 2022 s'élève à 86%. La réalisation progresse en volume puisqu'elle passe de 107,7 M€ à 110,1 M€ (+2,4 M€). Parmi ces investissements, on distingue notamment la réalisation d'un très important volume d'investissements réalisés (60,6 M€) au titre du plan pluriannuel d'investissement (PPI).

Evolution des dépenses réelles d'investissement  
(hors emprunts revolving)

Année	Budget total (M€)	Réalisé (M€)	
2012	110,8	83,3	75%
2013	98,5	78,1	79%
2014	118,5	107,2	90%
2015	99,6	90,5	91%
2016	93,8	81,3	87%
2017	101,9	92,0	90%
2018	102,1	92,6	91%
2019	101,5	95,6	94%
2020	109,4	95,1	87%
2021	120,6	107,7	89%
2022	128,1	110,1	86%

L'année 2022 est la meilleure année en terme de réalisation d'investissement, devant 2021 et devant 2014, année de réalisation de gros travaux de réparation des infrastructures routières après les crues de 2013.

## Recettes réelles

Evolution des recettes réelles réalisées

	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2021-2022
Recettes de fonctionnement	350,9	361,8	361,9	374,8	397,9	6,2%
Recettes d'investissement (hors emprunts revolving)	53,1	52,8	52,6	57,9	65	12,3%
Total	404	414,6	414,5	432,7	462,9	7%

L'augmentation des recettes de fonctionnement est de 23,1 M€ entre 2021 et 2022. Déduction faite de l'excédent de fonctionnement reporté des années passées, cette augmentation sur l'exercice 2022 est de 11,6 M€. Elle s'explique principalement par :

- Le produit de fraction de TVA (en remplacement de la taxe foncière sur les propriétés bâties) a progressé de 7,3 M€ (84,4 M€ en 2022, contre 77,1 M€ en 2021) en raison d'un niveau élevé d'inflation, estimée à +6%.
- La progression de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance (TSCA) de 2,6 M€ (52,6 en 2022, contre 50 M€ en 2021)
- Le produit de droits de mutation à titre onéreux (DMTO) sur les cessions immobilières a été record (41,4 M€ perçus en 2022 contre 40,2 M€ en 2021 soit 1,2 M€ supplémentaires).

En investissement, déduction faite du financement du solde d'investissement reporté, les recettes réelles d'investissement sont globalement stables (-0,9 M€).

## II.2. Analyse de l'exercice 2022

### Réalisation des dépenses réelles de fonctionnement par DGA

	Budget total (M€)	Réalisé (M€)	%
DGS	106,8	95,1	89,0%
DDL	9,7	9,4	96,9%
DSD	170,8	166,0	97,2%
DCBN	6,4	5,9	92,2%
DRM	12,8	12,6	98,4%
<b>Total</b>	<b>306,5</b>	<b>289,0</b>	<b>94,3%</b>

### Réalisation des dépenses réelles d'investissement par DGA (hors emprunts revolving)

	Budget total (M€)	Réalisé (M€)	%
DGS	66,9	55,2	82,5%
DDL	16,4	14,1	86,0%
DSD	0,7	0,6	85,7%
DCBN	18,1	15,2	84,0%
DRM	25,9	25,0	96,5%
<b>Total</b>	<b>128,0</b>	<b>110,1</b>	<b>86,0%</b>

La ligne DGS ci-dessus en investissement comprend le résultat reporté des années précédentes pour 34,4 M€.

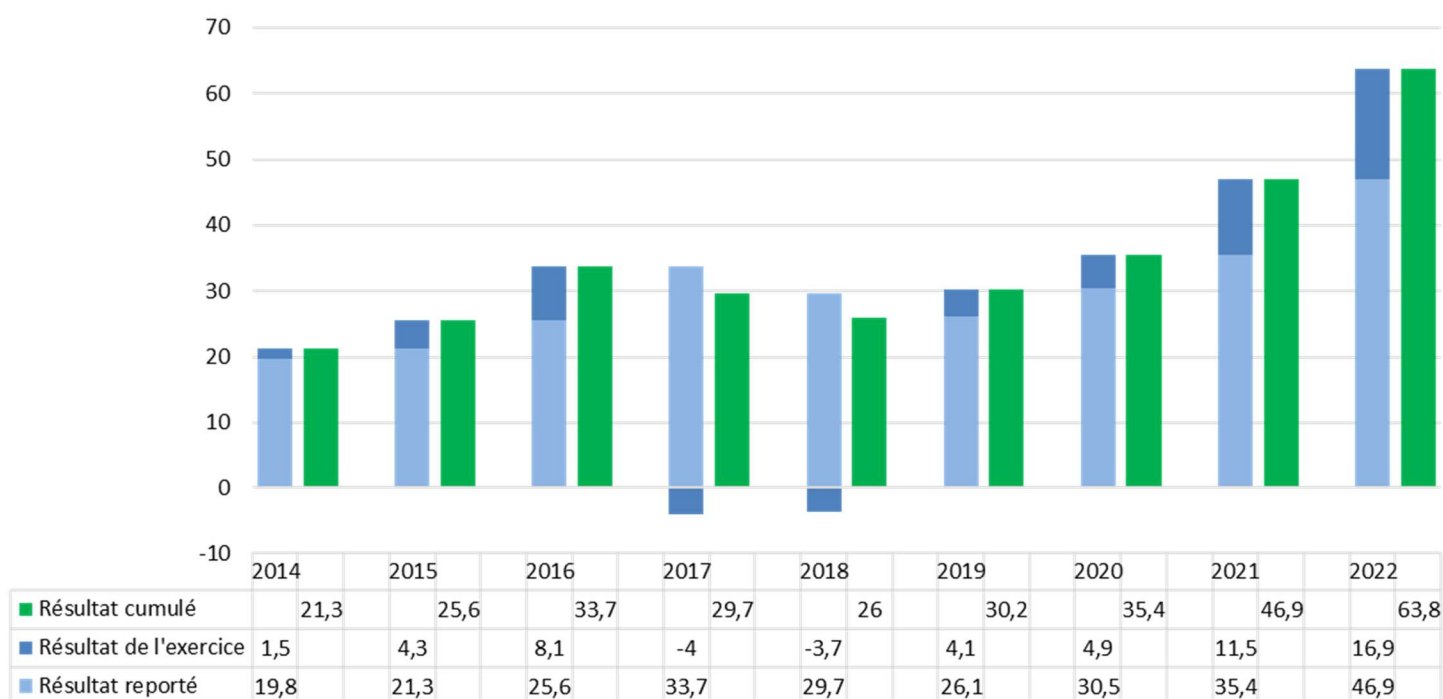
### III. RESULTATS DE L'EXERCICE

#### III.1. Arrêt des résultats

Le résultat global de 2022 est un excédent de 63 781 611 €.

#### III.1.1. Calcul du résultat en distinguant le résultat antérieur et le résultat de l'exercice

Le graphique ci-dessous (en M€) distingue le résultat reporté d'année en année (principale composante du résultat cumulé), du résultat de l'exercice. En 2022, ce dernier est positif à hauteur de 16,9 M€. En y ajoutant le résultat antérieur de 2021 pour 46,9 M€, on obtient le résultat cumulé de 2022 : 63,8 M€, à reporter en 2023.



Le résultat de l'exercice de 16,9 M€ se décompose par section de la manière suivante :

- Résultat de l'exercice en fonctionnement : + 46,7 M€
- Résultat de l'exercice en investissement : - 29,8 M€

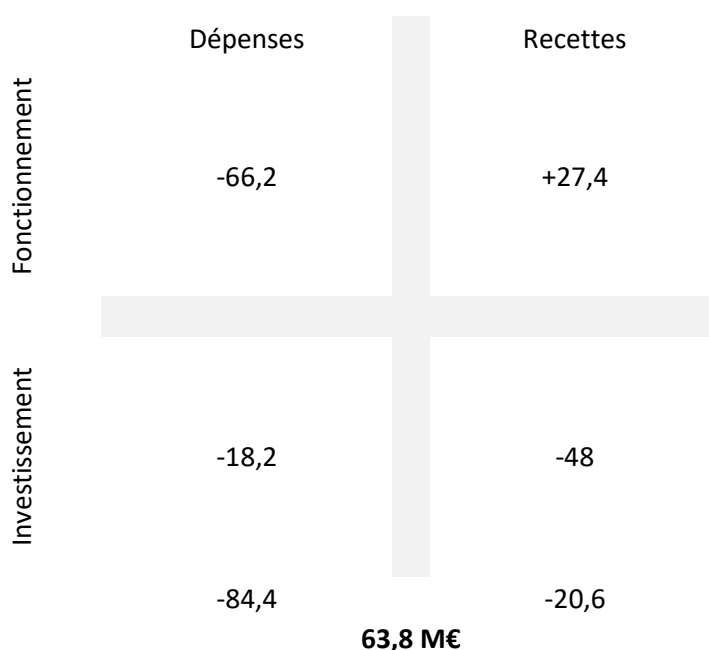
Il s'explique au regard de certaines dépenses non réalisées :

- 8,4 M€ de dépenses imprévues de fonctionnement et 4,4 M€ de dépenses imprévues d'investissement ;
- 1,3 M€ de dépenses de fonctionnement à la DRH ;
- 4,8 M€ de dépenses de fonctionnement à la DSD, dont notamment 2,1 M€ d'AIS et 1,2 M€ d'hébergement ;
- 0,9 M€ de dépenses d'investissement à la DRM ;
- 2,9 M€ de dépenses d'investissement à la DCBN ;
- 2,4 M€ de dépenses d'investissement à la DDL.

A cela, s'ajoute la dynamique de certaines recettes de fonctionnement supérieures à nos estimations. Cf. ci-avant la fin du paragraphe II.1 « Evolution du budget du Département ».

### III.1.2. Calcul du résultat en comparant la prévision et le réalisé

L'excédent cumulé de fonctionnement issu du budget principal 2022 peut aussi se calculer comme suit, en comparant le compte administratif au budget total.





### III.1.3. Calcul du résultat à partir du réalisé par section

#### III.1.3.1. Résultat de fonctionnement

Recettes de l'exercice	358 965 548,85
Excédent reporté	46 869 248,52
<b>Total</b>	<b>405 834 797,37</b>

Dépenses de l'exercice	312 276 159,30
<b>Total</b>	<b>312 276 159,30</b>
Résultat de l'exercice	46 689 389,55
Résultat antérieur	46 869 248,52
<b>Résultat cumulé de fonctionnement</b>	<b>93 558 638,07</b>

#### III.1.3.2. Résultat d'investissement

Recettes de l'exercice	60 144 195,87
Neutralisation du solde d'investissement reporté	34 419 198,92
<b>Total</b>	<b>94 563 394,79</b>

Dépenses de l'exercice	89 917 356,97
Solde d'investissement reporté	34 419 198,92
Reports	3 865,63
<b>Total</b>	<b>124 340 421,52</b>

Résultat de l'exercice	4 646 037,82
Résultat antérieur	-34 419 198,92
Reports	-3 865,63
<b>Besoin de financement</b>	<b>-29 777 026,73</b>
Reports	3 865,63
<b>Résultat cumulé d'investissement</b>	<b>-29 773 161,10</b>

Un solde négatif d'investissement ne résulte pas d'une mauvaise prévision ou d'une mauvaise exécution des dépenses réelles ou des recettes réelles. Il est mécaniquement produit par la nomenclature comptable applicable aux Départements qui prévoit que des crédits d'ordre de fonctionnement financent l'investissement mais interdit de les exécuter. C'est pourquoi généralement, la section d'investissement est équilibrée au budget primitif et en déficit au compte administratif. Cela ne pose pas de problème au global, sur l'ensemble du budget, dès lors, comme c'est le cas ici, que l'excédent de fonctionnement est supérieur au déficit d'investissement.

### III.2. Affectation des résultats à l'exercice suivant

Le solde d'investissement reporté est affecté comme suit :

- En dépense, **au compte 001**, le solde d'investissement cumulé lui-même :  
**29 773 161,10 €**
- En recette, **au compte 1068**, la neutralisation du solde d'investissement :  
**29 777 026,73 €**

Déduction faite du financement du solde d'investissement, l'excédent de fonctionnement résiduel est affecté en recette, **au compte 002 : 63 781 611,34 €**.

\*\*

Je vous propose de :

- Constater l'identité entre le compte de gestion et le compte administratif ;
- Approuver le compte administratif ;
- Affecter les résultats à l'exercice suivant comme défini ci-dessus.